

**Note à l'attention de Stéphane BLANCHON concernant le
rapport Plan Auvergne-Rhône-Alpes 2022-2028 pour
l'économie, l'emploi, la formation et l'innovation
AP des 29 et 30 juin 2022**

-Le choix de présenter les trois plans, SRDEII, SRESRI et CPRDFOP en un seul rapport a pu surprendre. Cela étant, nous considérons que ces trois plans sont parfaitement complémentaires les uns des autres.

-A ce titre, il n'est pas inintéressant que la Région permettent à ses élus de prendre un peu de hauteur en combinant ces trois éléments complémentaires.

-Même si ce n'est pas historiquement son rôle, la Région doit se saisir d'une mission d'aménageur des territoires, face à un Etat qui de plus en plus déserte ses fonctions régaliennes pour se concentrer sur du contrôle tout azimut.

-Nous nous félicitons donc de voir la Région s'engager, à travers ce plan global, dans une action stratégique de longue portée.

-Nous nous réjouissons de voir que, chacun de ses plans considérés séparément, et plus encore combinés au sein d'une même vision stratégique, correspondent à la vision que nous nous faisons des priorités qui doivent guider l'action publique.

-En effet, les orientations stratégiques que vous avez défini correspondent en tous points à nos propres préoccupations.

-Je souhaite revenir sur quelques-uns de ces points :

-D'abord, la volonté de relocaliser la production des biens et services stratégiques en misant sur l'industrie. Il s'agit d'un enjeu d'avenir, non

seulement pour notre territoire régional, mais pour l'ensemble de notre pré carré national.

-Depuis des années, nous avons plaidé et milité en faveur de la souveraineté économique, laquelle soit dit en passant, ne peut être véritablement efficace que si elle est accompagnée d'une vraie souveraineté politique.

-Et pendant des années, on nous a dit et répété qu'à l'ère de la mondialisation heureuse et de la globalisation béate, tout cela n'était que chimères.

-Et puis... Et puis la COVID est passé par là, avec nos soignants sans masque, sans blouse, sans moyen, tributaires de chaînes de productions situées à l'autre bout de la planète.

-Et puis, la guerre en Ukraine est passée par là, avec nous seulement une augmentation brusque du prix des matières premières, mais aussi avec la disparition de nos rayons de magasins de produits simples de consommation courante.

-En l'espace de deux années, la mondialisation s'est faite moins heureuse, la globalisation moins béate...

-Parmi les nombreux clivages qui divisent la société française, le marqueur entre mondialistes et anti-mondialistes est un des plus prégnants. Et nous soutiendrons toutes les initiatives qui s'inscrivent résolument dans le champ de l'anti-mondialisation.

-Second point qu'il me semble important de souligner, la volonté affichée dans ce rapport de soutenir la préférence locale et l'attractivité du territoire.

-Je le disais en préambule de mon intervention, l'Etat, aujourd'hui en France, ne joue plus son rôle d'aménageur.

-Le gouvernement français, et les choses se sont considérablement aggravées en 5 années de macronisme, brade et démantèle gravement son tissu de compétences régaliennes.

-C'est notamment le cas en matière d'aménagement, et donc par contre-coup, d'attractivité du territoire.

-J'attire d'ailleurs votre attention, Monsieur le Président, sur la situation du site photovoltaïque de Creys-Malville. On a en effet appris que les 22 000 panneaux du site seront achetés en Chine plutôt qu'auprès de l'usine Photowatt de Bourgoin-Jallieu.

-Une fois encore, l'Etat, par l'intermédiaire d'EDF, préfère passer commande à l'étranger plutôt que de favoriser la production française. En agissant ainsi, l'Etat contribue à la casse de notre propre outil industriel et à l'affaiblissement de notre économie.

- C'est encore un pan de nos savoir-faire économiques que l'Etat abandonne. Et, dans les circonstances internationales actuelles, il est suicidaire sous-traiter notre indépendance énergétique à la Chine.

-Nous sommes là au cœur tout à la fois de la démission de l'Etat, et des priorités stratégiques de votre rapport.

-Le troisième point que je souhaite soulever est celui de la défense de nos savoir-faire appuyés sur nos capacités d'innovation.

-La puissance économique d'une région ne se limite pas, même si ces éléments sont incontournables, à un volume de main d'œuvre ou à la seule capacité de production d'un outil industriel.

-Les savoir-faire, issus des expériences collectives et individuelles, constituent une richesse économique qui nous permet encore, dans bien des domaines, de faire face à la puissance de certains états émergents.

-Il importe de les maintenir évidemment, de les protéger, mais aussi de les développer en misant sur des politiques innovantes.

-Il en va de l'avenir de nos outils économiques et donc de nos emplois régionaux.

-Monsieur le Président, le groupe Libertés Identité Souveraineté n'appartient pas à l'Exécutif. Mais nous entendons sortir de champ stérile des oppositions systématiques.

-Lorsqu'un rapport est bon, lorsqu'une politique est bonne, il faut le dire.

-Ce rapport, Monsieur le Président, correspond à nos propres attentes, et nous voterons donc favorablement.